

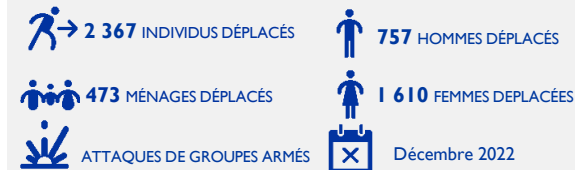


MÉTHODOLOGIE

	Évaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Évaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'évaluation rapide multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée sur le terrain avec les informateurs clés du 15 au 18 décembre 2022.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT



DÉTAILS SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD KIVU
TERRITOIRE	WANGULU, KABARE
CHEFFERIE	WALUNGU, SHABUNDA
GROUPEMENTS	BAMUKUBA SUD, MULAMBA

RÉSUMÉ DE L'ALERTE 4524

Entre le 22 et 31 octobre 2022, des incursions entre deux groupes armés présumés Mai Mai Mutomboki ont eu lieu dans le secteur de Iregabaronyi, chefferie de Nindja, territoire de Kabare, province du Sud-Kivu. Ces affrontements ont provoqué le déplacement d'environ 2 367 personnes originaires des villages de Lukigi pepwe et Milemba, dans le groupement de Bamukuba sud, territoire de Shabunda, des villes de Lukigi Kasasi, Kalimanga, et Kabogoza et des villages d'Ibunza et Kalumba dans le secteur de Luntukulu, groupement de Mulamba, chefferie de Ngweshe, territoire de Walungu. Ces déplacés ont trouvé refuge dans les villages de Ndiba, Post Centrale, Kashebeyi et Mushanyi, dans le secteur de Luntukulu, groupement de Mulamba, chefferie de Ngweshe, territoire de Walungu au Sud-kivu. Un peu plus de la moitié des déplacés sont des adultes, 41 pour cent sont des mineurs, environ 5 pour cent sont des enfants de moins de cinq ans et quatre pour cent des personnes âgées.

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT DANS LES FAMILLES D'ACCUEILS

ZONES ÉVALUÉES/ FA	MÉNAGES	INDIVIDUS	FEMMES	HOMMES	< 5 ANS
NDIBA	142	753	483	270	32
PC	189	902	643	259	42
KASHEBEYI	81	403	274	129	18
MUSHANYI	61	309	210	99	14
Total	473	2 367	1 610	757	106

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



OBSERVATIONS & ANALYSES



Au total, 2 367 personnes soit 473 ménages ont été forcés de se déplacer suite à une opposition entre les factions de groupes armés présumés Mai Mai Mutomboki. La population touchée par le conflit s'est déplacée vers le secteur de Luntukulu dans le groupement Mulamba, chefferie de Ngweshe, dans le territoire de Walungu, de la province du Sud-Kivu. Depuis le 31 octobre, les incursions se sont multipliées et intensifiées. Les conflits ont à la fois forcé le déplacement des populations mais aussi causé de lourds dégâts collatéraux ; les informateurs clés rapportent que 20 pour cent des maisons dans les localités de départ ont été partiellement ou complètement détruites.



La majorité des ménages déplacés vivent chez les familles d'accueil. Ces dernières ne sont pas en mesure de répondre aux besoins des personnes déplacées par manque de moyens financiers. Le nombre de déplacés excède le nombre d'abris disponibles, en conséquence certaines familles parmi la communauté hôte sont amenées à accueillir plus de neuf personnes. Cette insuffisance en abris tend à amplifier les risques liés à la promiscuité (propagation des maladies, risques de VBG) et affecte les relations déjà tendues entre les déplacés et la population autochtone. Les informateurs clés rapportent que 41 pour cent des ménages déplacés ont perdu au moins un de leurs biens essentiels au moment du déplacement, notamment des casseroles, des bidons d'eau, des couvertures et des draps.



La majorité de la population dans la zone d'accueil vit essentiellement de travail journalier (68%), de l'exploitation minière artisanale (48%) et de l'agriculture de subsistance (30%). L'insécurité et le manque de terre (manque d'espace), empêchent les populations d'exploiter les terres. En conséquence, les biens disponibles sur le marché sont rares et le prix de plusieurs articles augmente.



L'approvisionnement en eau reste le plus grand défi dans la localité d'accueil en raison d'un nombre insuffisant de robinets publics. Dans la localité d'accueil seulement quatre bornes fontaines et six sources naturelles non aménagées sont disponibles. Le nombre de latrines comptabilisé est nettement insuffisant, les informateurs clés rapportent que 61 pour cent des ménages ne disposent d'installation sanitaires et sont amenés à déféquer en plein air.



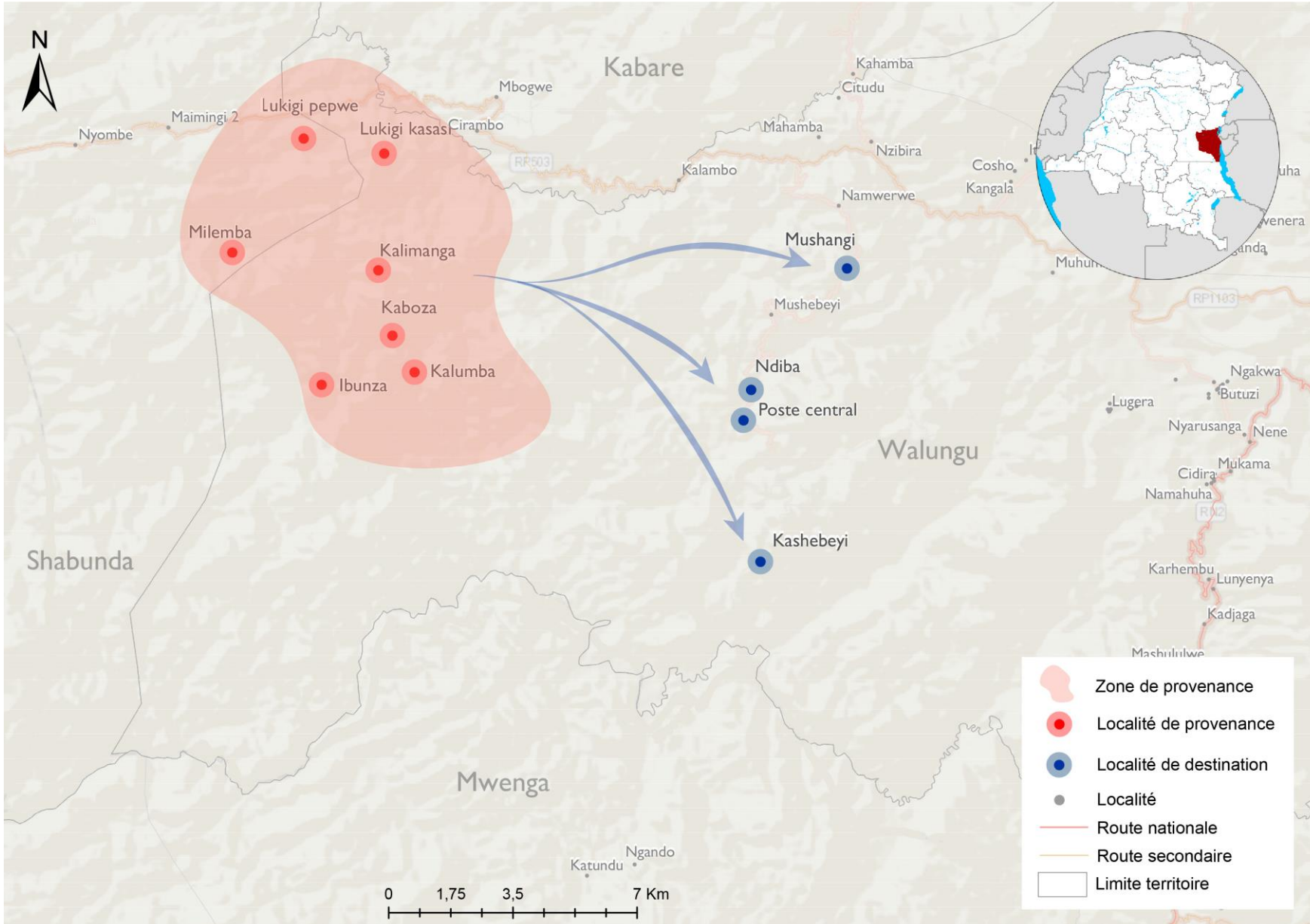
Des incidents sécuritaires et de protection (VBG) significatifs ont été observés. La nature des incidents varie en fonction de l'âge et du sexe: les hommes de plus de 18 ans font face aux enlèvements et tentatives d'enlèvements et sont soumis au recrutement et enrôlement forcés dans la localité de départ, tandis que ceux de moins de 18 ans sont confrontés aux travaux forcés. Les filles de moins de 18 ans subissent des mariages précoces et forcés. Pour éviter ces incidents sécuritaires, les populations ont tendance à se déplacer à nouveau vers des destinations jugées plus sûres.



L'accès aux soins pour les populations est limité. Une seule structure de santé, le centre de santé de référence de Luntukulu, est disponible pour soigner à la fois la population déplacée et autochtone. Toutefois, les informateurs clés rapportent que ce centre de santé reste précaire en raison d'un manque significatif d'eau, de matériels médicaux et de personnels de santé qualifiés. Le coût à payer pour accéder aux soins représente également un obstacle pour la population. Les maladies rapportées sont: la diarrhée (230 cas), le paludisme (225 cas), la malnutrition générale (60 cas) et les infections sexuellement transmissibles (55 cas). INTERSOS mène actuellement des interventions pour répondre aux besoins des femmes allaitantes souffrant de malnutrition modérée.



Dans la localité d'accueil, des écoles sont disponibles avec un taux d'inscription variant de 66 pour cent avant la crise à 76 pour cent après la crise avec un taux de fréquentation passant de 58 pour cent avant le déplacement à 64 pour cent après la crise. Quant au ratio d'élèves par enseignant, il est passé de 58 à 65.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT

Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

- Zone de provenance
- Localité de provenance
- Localité de destination
- Localité
- Route nationale
- Route secondaire
- Limite territoire